



Enseignement : les 10 défis d'une année cruciale

Dix défis pour notre enseignement. Si le relevé n'est pas exhaustif (il manque le décret inscriptions auquel on ne touchera pas avant la fin de la législature), ils illustrent l'importance cruciale des prochains mois pour les enseignants, directions d'école, parents et élèves de Wallonie et Bruxelles.

1 Pacte pour un enseignement d'excellence. Vingt mois que ce document de 300 pages a été validé. Il faut accélérer et signer une série de décrets fondamentaux pour que le projet ne s'enlise pas, démotivait les acteurs de terrain. Il faut aller vite, car il ne reste que quelques mois de législature. Avec des dossiers très délicats. Retirer à la ministre de l'Éducation son rôle de pouvoir organisateur, cela passe, à raison, au-dessus de la tête des

parents, mais c'est vital pour progresser sur d'autres dossiers... Et ce n'est pas évident vu que la majorité a besoin de l'aval d'une partie de l'opposition.

2 Gratuité de l'enseignement. Inscrite dans le Pacte, on devait la lancer cette année en maternelles (gratuité du matériel). Raté ! Elle est reportée d'un an. Problème de budget (10 millions)? Non, les autorités disent qu'il n'y avait pas suffisamment de temps aux écoles pour se préparer. L'argument ne pourra être réutilisé.

3 Allongement du tronc commun. Les mêmes cours pour tous jusqu'à la fin de la

3^e secondaire (15 ans), avec une place de choix pour les technologies. L'idée est d'élever le niveau général en retardant le moment où un élève choisira une filière qualifiante ou professionnelle. Une idée (chère au PS) que l'on adore... ou que l'on déteste. Le MR a promis de lui réserver un sort s'il revenait au pouvoir après les élections de 2019. La majorité actuelle sait ce qu'il lui reste à faire si elle veut réussir ce projet, mais cela nécessite une refonte des référentiels et ça coince parfois entre experts...

4 Pénurie d'enseignants. La ministre a sorti un plan en dix points pour contrer cette préoccupation des directions d'écoles. On y parle d'assouplir le décret sur les titres et fon-

ctions devant réglementer « qui peut enseigner quoi ». Les directions le trouvent trop rigide et il semble condamné à n'exister qu'avec des ajustements (des assouplissements ont été suspendus l'automne dernier). Les directions demandent surtout aux autorités de leur faire plus confiance...

5 Charge de travail des enseignants. Ils craignent que le Pacte renferme des pièges. Ils demandent au gouvernement de clarifier leur charge de travail. Sur papier, les profs devraient travailler davantage chaque semaine. Dans la pratique, ils travaillent déjà hors de leur classe, des heures pas prises en compte dans leur horaire. Soixante heures de « pratiques collaboratives par an », comme prévu dans le Pacte, c'est une révolution pour certains. D'aucun affirment que le Pacte ne

réussira pas si les profs ne font pas preuve de souplesse. Le gouvernement répond qu'il n'avancera pas sans leur consensus...

6 Améliorer le bien-être des enseignants. L'image du métier est dévalorisée dans l'opinion. Le taux des sorties très prématurées de fonction est bien supérieur à d'autres jobs. Les autorités multiplient les initiatives pour tenter d'inverser la tendance. Ce ne sera pas simple... L'OCDE (qui réunit 40 pays environ) vient de publier ses pistes pour améliorer ces conditions

de travail : moins d'élèves par classe, plus d'autonomie professionnelle, meilleures opportunités d'évolution de carrière...

7 Plans de pilotage. Toutes les écoles devront en développer et ils comprendront des contrats d'objectifs (sur base d'un monitoring des résultats de l'école et d'une comparaison avec le bassin régional dans lequel s'insère l'école). La direction se verra accorder de la souplesse pour affecter une partie du personnel à l'une ou l'autre priorité. Un défi qui ne rassure pas tous les acteurs, à commencer par les inspecteurs qui

mandent dans quelle pièce ils vont jouer.

8 Réforme de la formation initiale. On avance... lentement. Relever le niveau de l'enseignement, c'est aussi relever le niveau de compétence des professionnels de l'école. L'affaire est dans les mains du ministre (PS) Marcourt (enseignement supérieur), les négociations ont été laborieuses... Et on ne sait toujours pas ce que cela va coûter (des profs mieux formés doivent être mieux payés, mais quel barème appliquer?). L'opposition MR fulmine : « Depuis 4 ans, on aurait pu prendre des mesures moins ambitieuses, mais qui amélioreraient la situation ».

9 Rythmes scolaires. Un débat déjà ancien ! Il y a le rythme d'une année scolaire dont la révision amputerait les grandes vacances (en gros, 7 semaines de cours ponctuées de 2 semaines de congé). La Fondation Roi Baudouin mène une étude sur le sujet. On pourrait donc avancer prochainement. Quant au rythme de la journée scolaire, c'est un débat bien plus délicat. Pas à l'ordre du jour !

10 Âge de l'obligation scolaire et fréquentation des maternelles. Abaisser l'âge demande un accord avec des Flamands pas demandeurs. Oublions ! Reste l'idée de lier un minimum de jours de présence en maternelle au passage en primaire. Tous s'accordent à dire que c'est essentiel. Pour la ministre de l'Éducation, Marie-Martine Schyns (cdH), le Parlement doit s'en saisir. Depuis le temps que l'on en parle, agissons ! ●

Fréquentation minimale obligatoire en maternelle : il est temps d'agir !

verront leur rôle réformé et se de-

DIDIER SWYSEN

Édito

Offensive de charme envers les profs

Didier Swysen

ÉDITORIALISTE

Voici donc le premier jour d'une année scolaire qui sera sans doute plus cruciale encore pour les autorités que pour les enseignants ou leurs élèves. Les défis ne manqueront pas, à commencer par ce Pacte pour un enseignement d'excellence qui doit permettre d'améliorer les résultats scolaires de nos élèves et qu'il faut mettre d'urgence sur les rails.

Chaque acteur aura son rôle à jouer. Les enseignants aussi, cela va de soi. Des enseignants qui ont parfois réagi assez négativement. Parce qu'ils manquent de souplesse, comme l'affirment d'aucuns ou parce qu'on ne les a fait monter que trop tardivement sur ce paquebot qui va aussi changer leur vie ? Un navire flambant neuf sans équipage n'a pas d'avenir. Un Pacte étincelant sans enseignants, pas beaucoup plus. On assiste à une offensive de charme des autorités vis-à-vis d'enseignants qu'elles ont sans doute abandonnés (tant pis si on nous reproche la dureté de ce terme) trop longtemps à leur sort peu enviable, impressionnant taux de sortie prématurée de fonction dans les 5 ans à la clef. Pêle-mêle, on annonce que l'on n'avancera pas sans leur consensus, que l'on a un plan pour mieux les valoriser, qu'on va les autoriser à prescrire des heures supplémentaires qui seront payées, que l'on va défiscaliser pour 500 € de cours privés par mois, etc. Belles initiatives... Sauf que beaucoup d'enseignants se plaignent déjà d'horaires très lourds. De toute façon, en se ruant sur ces propositions, ils prouveraient, a contrario, que leurs horaires ne sont pas si exigeants que cela. Il y a déjà aujourd'hui des enseignants qui donnent des cours privés « au noir ». Pour vivre heureux, ne dit-on pas qu'il faut vivre caché ? ●

REDONNER DU SENS À L'ÉCOLE

Pacte en rade : Ecolo fait offre de service

Le Pacte d'excellence, qui doit réformer l'école en profondeur, va dans le mur. À huit mois des élections, aucun décret n'a encore été déposé. Dans l'entretien de rentrée qu'il nous accorde, le co-président d'Ecolo Patrick Dupriez fait offre de service, pour aider la majorité PS-cdH à sortir de l'ornière.

➔ Pourriez-vous aider à faire passer la réforme ?

« Oui, Ecolo y est prêt. L'enjeu est essentiel, il faut pouvoir sortir des logiques partisanes. Il serait dramatique qu'on ait perdu une législature ! On poussera même le gouvernement à aller jusqu'au bout de ce qu'il a mis en route. »

➔ Sur quoi ?

« La gratuité de l'école. Elle devait commencer par la maternelle en 2018. Cela a été budgété. 15 millions d'euros sont disponibles. Mais le gou-

vernement l'a reporté. On dépose un décret pour le faire. »

➔ Tout le Pacte est acceptable ?

« Donner des objectifs quantitatifs aux écoles, pour atteindre tel niveau de réussite, on n'en veut pas. On défend l'inverse : aider les écoles à déployer des projets pédagogiques. On veut aussi qu'on se demande à quoi

elle doit servir. Pour nous, c'est à rendre les citoyens heureux et capables de réinventer la société. Apprendre n'est pas un but en soi. »

➔ Et pour le reste ?

« On va voir ce qui arrive comme textes. Mais le gouvernement Demotte est paralysé. Il ne parvient pas à dépasser ses querelles partisanes. Cela fait neuf ans que le ministre Marcourt doit proposer sa réforme de la formation initiale des enseignants. On n'a toujours rien ! »

➔ Demandez-vous ça en échange de votre soutien ?

« On ne demande rien en échange. On veut travailler dans la sérénité, avec une possibilité de débattre des textes pour les améliorer. Il y a urgence : s'ils n'arrivent pas rapidement, cela deviendra difficile. Pour l'instant, la législation est ratée. »

➔ En quoi ?

« La réforme est bloquée. La situation est moins bonne qu'il y a cinq ans. La pénurie des profs est une réalité. On marche à l'envers : le secondaire est bien mieux financé que le primaire, lui-même mieux financé que le maternel. On aurait besoin d'un ministre de l'Enfance pour mieux inté-

grer les différents niveaux. »

➔ Et contre la pénurie**d'enseignants ?**

« C'est notre deuxième grande demande, avec la gratuité, en ce compris celle des garderies sur laquelle les communes ont la main. Des classes passent des mois sans enseignants. C'est intolérable ! Et regardez le nombre de jeunes enseignants qui décrochent ! Il faut faciliter les engagements et la mobilité entre réseaux. Puis les accompagner en début de parcours. »

➔ Il y a aussi une pénurie de places. Doit-on assouplir le décret inscriptions ?

« C'est affligeant ! La DPR prévoyait d'évaluer le décret. Demotte annonce à peine qu'on va enfin le faire ! On doit ouvrir des places ! Trouvons les moyens, quitte à le faire en partenariat avec les Régions. »

➔ Faut-il refinancer la Communauté française ?

« Je ne pense pas pertinent d'ouvrir un débat institutionnel là-dessus. »

●
INTERVIEW > CHRISTIAN
CARPENTIER